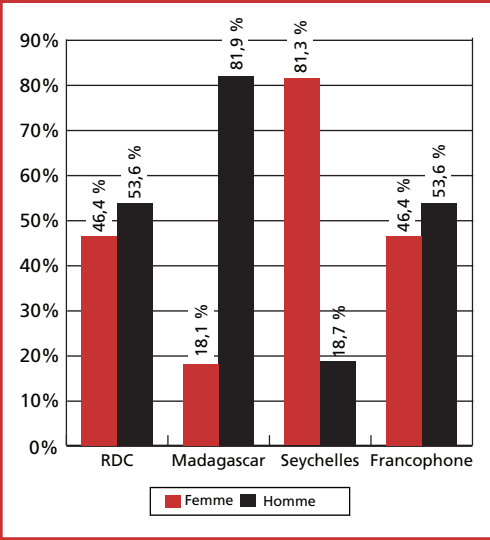


Le Graphique 26 indique que seuls les Seychelles se conforment pas à cette tendance tandis qu'en RDC aussi bien qu'à Madagascar, c'est le contraire avec 46.4% des femmes comme présentatrices.

Est-ce que les femmes journalistes font la différence?

Une question d'un grand intérêt publique de même que pour les spécialistes des médias quand il s'agit du genre est: avoir une masse critique de femmes dans la presse signifie-t-elle avoir des couvertures médiatiques sensibles au genre? Un simple indicateur utilisé dans l'étude globale de 2005, la GMMP, pour montrer à quel point les journalistes femmes consultent les femmes comme sources comparé à leurs collègues hommes.

Graphique 26 : Femmes et hommes comme présentatrices/présentateurs

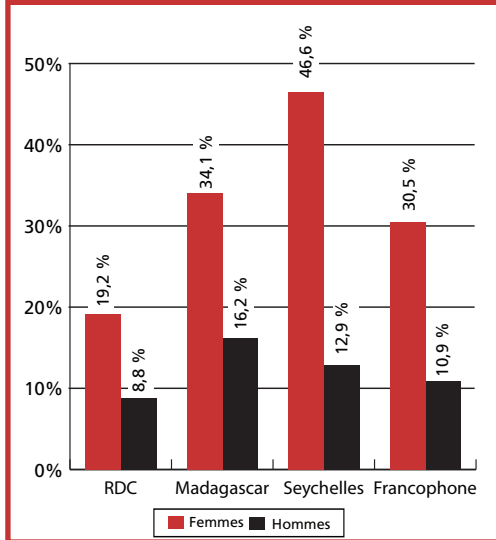


Anouchka Virahsawmy

Le Graphique 27 montre qu'il y a une corrélation entre les journalistes femmes et les sources féminines. En RDC, les journalistes femmes recherchent les voix des femmes à 19.2% en comparaison avec leurs collègues hommes à 8.8%. De toute la région, ce sont les journalistes femmes seychelloises qui interrogent un plus grand nombre de femmes avec 46.5% et 30.5% pour la région. Dans toutes les instances, les femmes journalistes ont tendance à prendre l'opinion des femmes plus que les journalistes hommes.

Cette étude indique aussi que malgré le fait d'avoir plus des femmes comme journalistes, cela ne veut pas dire que les articles sont plus sensibles au genre.

Graphique 27 : Le sexe du journaliste et le pourcentage de femmes comme sources



Equipe de monitoring RDC. Photo Loga Virahsawmy



CHAPITRE 4

LES RÉSULTATS SUR LE VIH/SIDA ET LA PRESSE



Archives Gender Link

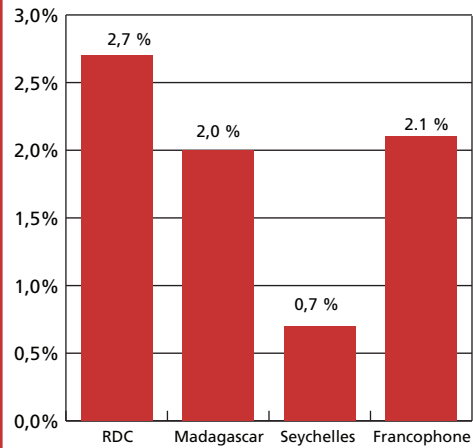
LES RÉSULTATS SUR LE VIH/SIDA ET LA PRESSE

Ce chapitre concerne la couverture médiatique accordée au VIH/SIDA et sa dimension de genre en RDC. Les moniteurs ont analysé les articles pour savoir si les articles ou les informations mentionnent uniquement le VIH/SIDA ou traitent du VIH/SIDA

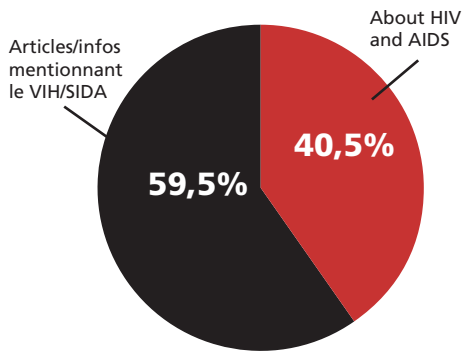
La RDC, avec 2.7%, fait bien mieux que la région francophone avec 2.1%.

Très souvent, les histoires font uniquement mention du VIH/SIDA mais ne sont pas sur le VIH/SIDA

Graphique 28 : Le pourcentage d'histoires qui parlent ou qui mentionnent le VIH/SIDA

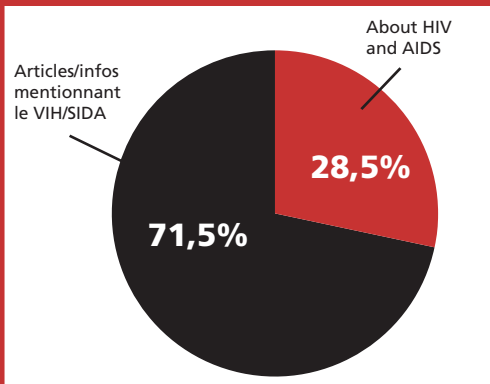


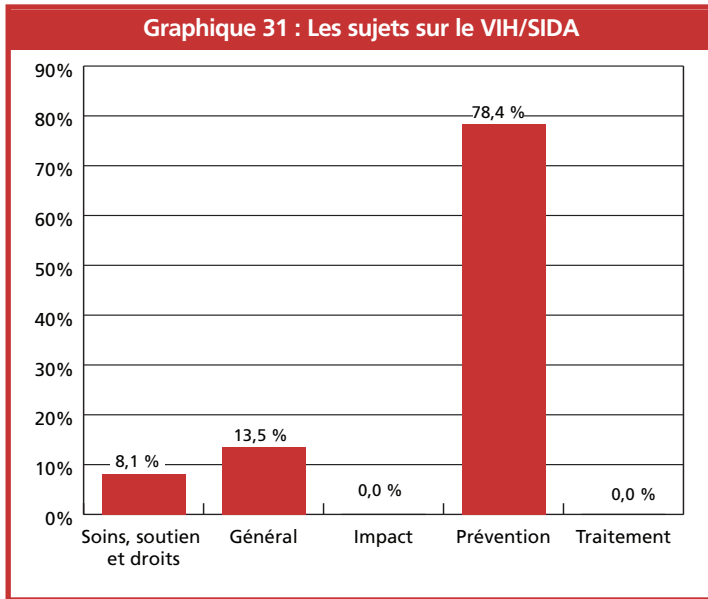
Graphique 29 : Les articles mentionnant le VIH/SIDA par rapport aux articles sur le VIH/SIDA



A 40.5%, la RDC fait une fois de plus mieux avec les articles qui parlent sur le VIH/SIDA en comparaison avec la région qui a un score de 28.5%. Les sujets sur le VIH/SIDA ont été subdivisés en cinq catégories: la prévention, le traitement, les soins, soutien et l'environnement, l'impact de la pandémie et le général

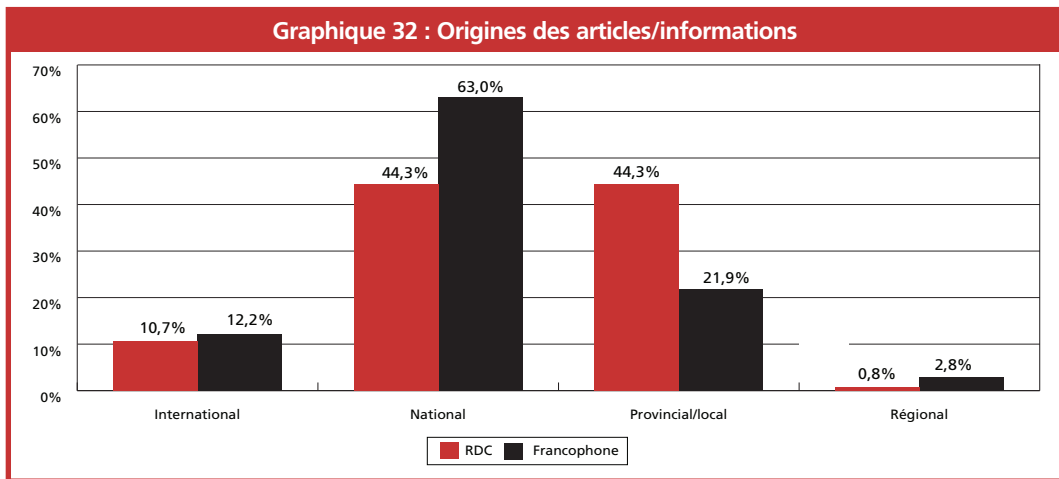
Graphique 30 : Les articles mentionnant le VIH/SIDA et axés sur le VIH/SIDA pour la région



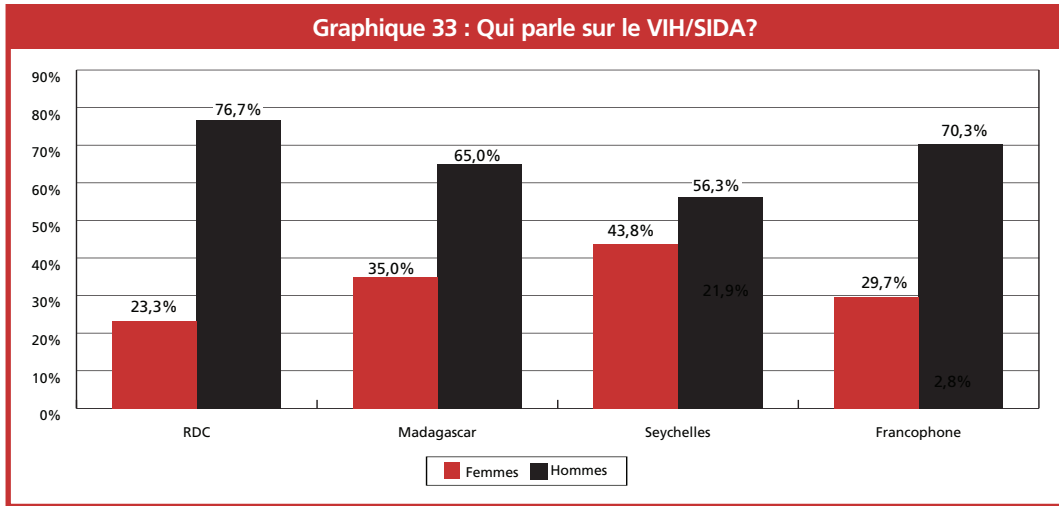


Le Graphique 31 montre qu'en RDC, les médias parlent beaucoup de la prévention, soit à 78.4% en comparaison avec l'impact et les traitements qui représentent 0%. Il faut noter que pour le monitoring, la prévention couvre les sujets tels que: les stratégies de prévention, les méthodes et techniques, le rôle des relations de pouvoir, de force entre hommes et femmes dans l'explosion de la pandémie, les pratiques culturelles, la recherche sur les méthodes et technologies de prévention, aussi bien que les programmes de réduction de risques.

Les articles sur le VIH/SIDA sont du pays à 88.6% - 44.3% au niveau national et 44.3% au niveau provincial. Les journalistes donnent priorité aux histoires du pays.

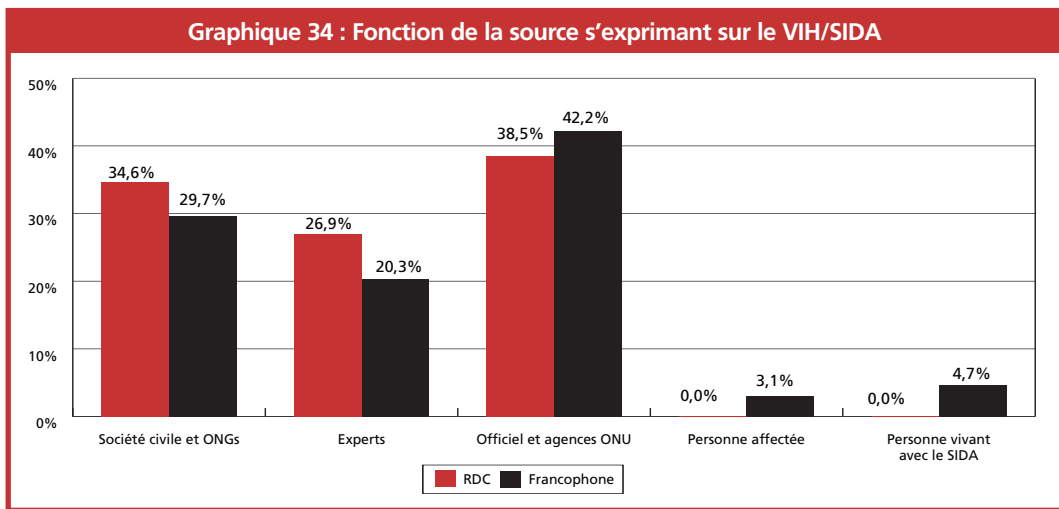


Le Graphique 33 montre qu'en RDC, même pour le VIH/SIDA, les hommes à 76.7% sont plus sollicités pour des déclarations que les femmes à 23.3%. La région fait mieux que la RDC avec les femmes qui parlent à 29.7%.

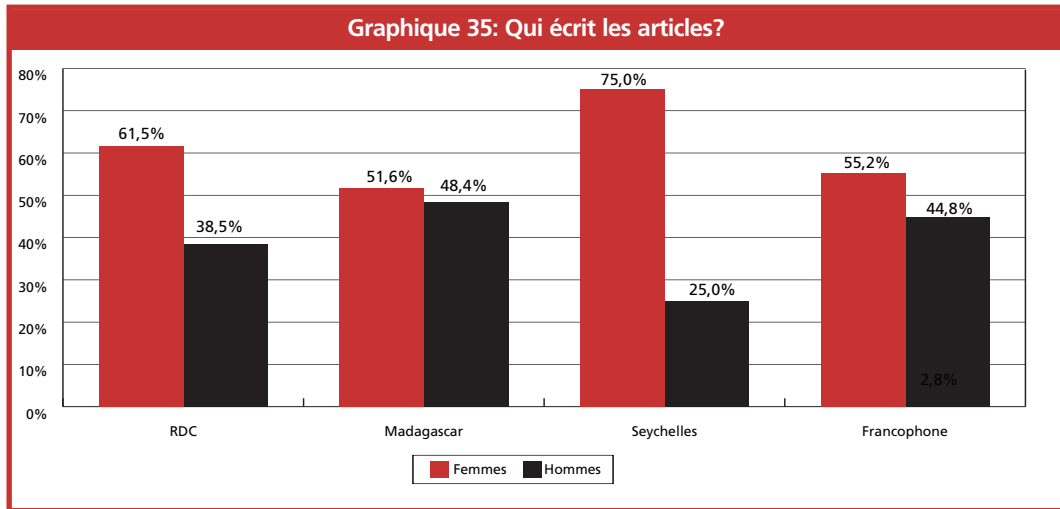


Alors que l'étude montre que les hommes ont un plus grand accès aux médias et qu'ils y sont le plus entendus, ce n'est pas le cas de tous les hommes au sein de la société. Ceux dont les vues et perspectives sont les plus entendues sont des hommes exerçant de l'autorité.

Le Graphique 34 montre que les officiels ou représentants d'agences des Nations Unies sont ceux qui parlent plus sur le VIH/SIDA. Les personnes vivant avec le virus ne parlent pas en RDC en comparaison avec la région à 3.1%. La société civile cependant, parle plus en RDC avec 34.6% en comparaison avec la région où elle ne parle qu'à 29.7%.



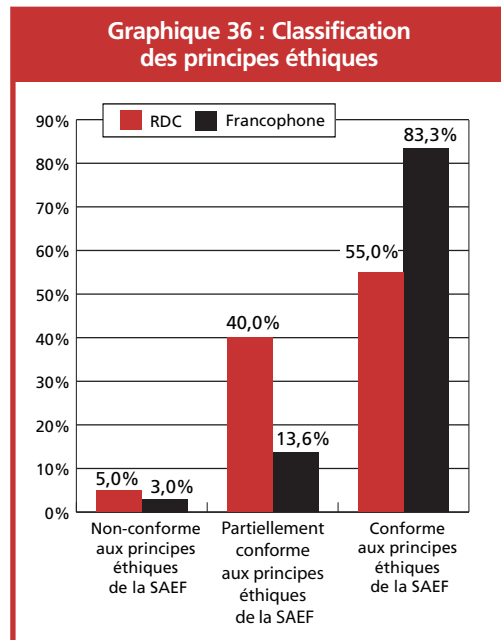
Le Graphique 35 montre que contrairement à la section générale où les femmes écrivent à 17.4% seulement, pour le VIH/SIDA, il y a plus de femmes qui écrivent, soit 61.5% en comparaison avec les hommes qui sont 38.5%. Pour la section générale, les journalistes hommes sont à 82.6%. L'étude montre aussi que même pour les autres pays, il y a plus de femmes qui écrivent sur le VIH/SIDA que les hommes.



Principes éthiques de la SAEF (Southern Africa Editors Forum) (Annexe A)

Le VIH/SIDA est un sujet de santé publique d'importance cruciale. De ce fait, les journalistes devraient écrire sur le sujet en faisant preuve d'imagination, de sens d'initiative et de sensibilité au genre et aux plus grandes forces sociales gouvernant cette épidémie. De ce fait, les articles axés sur le VIH/SIDA ont été classés d'après trois catégories: conformes aux principes éthiques, partiellement conformes ou non-conformes à ces principes.

Le Graphique 36 montre que la majorité des articles en RDC sont à 55% conformes aux principes éthiques de la SAEF



Le Graphique 37 montre qu'à 62.5%, les images dans les articles sur le VIH/SIDA sont conformes aux principes éthiques de la SAEF.

Le monitoring a aussi souligné les exemples d'articles qui sont conformes aux principes éthiques de la SAEF et qui sont sensibles au genre.

CONFORME AUX PRINCIPES ETHIQUES

La radio

Dans son bulletin d'information du 23 octobre 2007, la radio privée RTGA fait un reportage sur l'adoption d'une loi portant sur le VIH/SIDA et sur les personnes vivant avec le virus en mettant l'accent sur les différents impacts de la maladie sur les hommes comme sur les femmes. La nouvelle concerne un plaidoyer d'un réseau de femmes en appui avec une agence des Nations unies, qui a entrepris une campagne de sensibilisation des parlementaires en vue de l'adoption de cette loi sur le VIH/SIDA en RDC.

La presse écrite

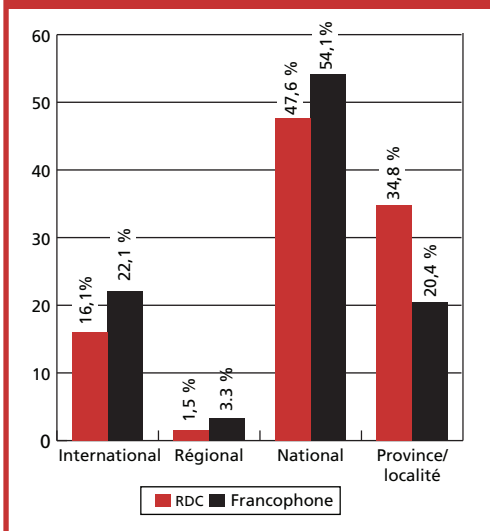
Dans son édition du 24 octobre 2007, le journal «La Référence Plus» écrit un article de fond intitulé: «Concevoir des essais de prévention de VIH/SIDA efficaces, un défi»

L'article est équilibré et fait un état des lieux sur la recherche en matière d'essais de prévention sur le VIH/SIDA en Afrique subsaharienne. L'article indique que les moyens de protection au VIH/SIDA sont connus mais restent limités et tout le monde n'y a pas accès. Les femmes qui ne peuvent refuser les relations sexuelles ou négocier l'utilisation du préservatif sont les populations qui payent le tribut le plus lourd. Dans l'article, on fait parler des spécialistes sur la progression des recherches quant aux essais cliniques, sur les difficultés ainsi que les obstacles qui surgiront.

Abstraction du genre

Le monitoring a aussi mis en évidence les articles qui font abstraction du genre et qui ne sont pas conformes aux principes éthiques de la SAEF

Graphique 37 : classification des principes éthiques pour les images



Dans son bulletin d'information du 23 octobre 2007, la télévision «Tropicana» fait une analyse en profondeur sur les six ans de l'Union Chrétienne Féminine. Elle fait allusion à l'enquête menée par l'organisation sur les relations sexuelles des jeunes filles et leurs risques par rapport au VIH/SIDA. Mais le reportage rate une occasion de donner la voix aux jeunes pour qu'ils s'expriment sur la pandémie.

Le moniteur note qu'une nouvelle aussi importante aurait dû évoquer les résultats de l'enquête annoncée. Cela permettrait de faire une sensibilisation adéquate des jeunes filles et des jeunes garçons par rapport à leur comportement durant les relations sexuelles. Le journaliste rate une occasion en or de donner des statistiques sur le VIH/SIDA en RDC, de même que le nombre de jeunes filles et de jeunes garçons touchés par la maladie.

CHAPITRE 5 CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS



Photo UCOFEM

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATION

C'est la première fois qu'une étude de cette envergure a été entreprise en RDC.

Les défis

- La couverture médiatique sur le VIH/SIDA en RDC est de 1.4%
- La majorité des articles sont des nouvelles et brèves
- Très peu d'entreprises de presse donnent une variété des voix dans les articles
- La majorité des articles font abstraction du genre
- Les voix des femmes sont à seulement 15%
A 65 ans, les femmes sont complètement absentes de la presse
- Les femmes, quelle que soit leur fonction, ne parlent pas
- La majorité des journalistes sont des hommes
- Malgré le fait d'avoir plus des femmes comme journalistes, les articles ne sont pas sensibles au genre.

Les forces

- La majorité des articles en RDC sont du pays
- 62.7% des articles ont des sources directes
- Les radios et les télévisions brisent les stéréotypes en donnant la voix à la population
- La RDC fait mieux que la région avec des sources multiples
- Les femmes sont identifiées d'après leurs relations familiales à 1% seulement
- En terme de VIH/SIDA, la RDC fait mieux avec 2.7%
- La RDC fait mieux que la région avec des articles qui sont axés sur le VIH/SIDA
- Les origines des articles sur le VIH/SIDA sont du pays
- Les femmes écrivent la majorité des articles sur le VIH/SIDA
- La majorité des articles sur le VIH/SIDA sont conformes aux principes éthiques de la SAEF

Les prochaines étapes

La recherche souligne l'importance de la politique comme sous-section du PAM. Il est clair que les médias doivent développer des politiques pour le lieu de travail et la salle de rédaction pour s'assurer qu'il y ait des pratiques progressis-

tes sur le au travail, de même qu'une couverture sensible et constante de la pandémie. Pour obtenir un environnement incitatif d'une bonne couverture d'articles sur le VIH/SIDA et/ou développer des politiques internes demande l'adhésion des rédacteurs en chef et des managers. C'est un exercice plein de défis qui nécessitera des chefs d'équipe qu'ils aient la connaissance et les compétences. Parmi les prochaines étapes envisagées par le PAM, il y a :

- **La dissémination:** Les conclusions de la recherche doivent être le plus possible disséminées et utilisées pour le plaidoyer. L'étude sera officiellement présentée de concert avec UCOFEM. Les conclusions seront présentées sous différents formats afin d'être accessibles à différentes catégories de personnes comme par exemple, les médias, les centres de formation, les groupes de pression etc. Elles seront disséminées le plus largement possible à travers les réseaux du PAM, en particulier GEMSA, MISA et la SAEF.

- **L'adhésion pour la formulation d'une politique au niveau du pays:** Un atelier de travail sera organisé avec les entreprises de presse dont les rédacteurs en chef auront été préalablement informés sur les conclusions de cette étude afin d'obtenir l'adhésion pour la mise en place de politiques pour le lieu de travail et la salle de rédaction.

- **Manuel de politiques et son application:** Les conclusions de cette recherche seront intégrées dans le manuel qui sera utilisé pour appliquer des politiques dans les salles de rédaction dans la région sub-saharienne. Celles-ci ont été testées dans trois salles de rédaction de la sous-région (Times of Zambia, Mauritius Broadcasting Corporation et Kaya FM). Le plan est de s'assurer qu'à la fin 2008, 80% des salles de rédaction aient leurs politiques.

- **La formation et le bureau d'assistance :** L'initiative des politiques est complétée par le sous-secteur de la formation et le bureau d'assistance du PAM dirigé par la SAFAIDS et l'ONUSIDA. Ces organismes délivreront la formation dans les salles de rédaction.



tion, de même qu'un soutien quotidien aux médias pour améliorer la qualité de leur couverture. Une attention particulière sera accordée au développement des liens entre les médias et les organisations de personnes vivant avec le virus, de même qu'à l'approfondissement de la sensibilisation et la capacité à relayer des informations sur les dimensions de genre de la pandémie.

- **Monitoring interne:** Les salles de rédaction seront équipées d'outils simples qui leur permettront de mener des exercices internes de monitoring de leur couverture et de prendre des mesures correctives appropriées.
- **Réflexions et bonnes pratiques :** Le sommet sur le genre et les médias prévu pour septembre 2008 comprendra une session de présentation des bonnes pratiques et d'analyse d'expériences suite à l'introduction de politiques sur le genre et le VIH/SIDA dans les salles de rédaction. Le sommet comprendra aussi des appels à remise de trophées pour bonnes pratiques institutionnelles à développer et appliquer des politiques de genre et de VIH/SIDA.
- **Monitoring et évaluation du projet de politique du PAM :** Un suivi de la situation, sous forme d'étude de base, sera mené en 2008/2009 pour déterminer s'il y a eu des améliorations à la suite de ces initiatives. Il est suggéré que la composante qualitative de l'exercice comprenne aussi des interviews des journalistes dans les salles de rédaction sur le processus, les accomplissements et les défis à relever.

ANNEXE A : PRINCIPES ÉTHIQUES DE LA SAEF

Le VIH/SIDA est un sujet de santé publique d'importance cruciale. De ce fait, les journalistes devraient écrire sur le sujet en faisant preuve d'imagination, de sens d'initiative et de sensibilité au genre et aux plus grandes forces sociales gouvernant cette épidémie.

De ce fait, on ne peut écrire sur le sujet sans se baser sur des principes éthiques de haut niveau. La SAEF et le MISA ont approuvé ces principes afin qu'ils servent de guide aux conseils de la presse, aux instituts de formation des journalistes, aux entreprises de presse, de même qu'aux rédacteurs individuels et aux journalistes. Ces principes ne sont pas coulés dans du béton mais doivent être revus au fil des ans et en réponse à cette épidémie rampante.

Les principes guidant la couverture éthique sur le VIH/SIDA et le genre font partie du Plan d'Action des Médias du Sud de l'Afrique sur le VIH/SIDA et le genre qui relie en partenariat unique l'industrie de la presse, la société civile et la communauté internationale pour améliorer la qualité de la couverture médiatique sur le VIH/SIDA et le genre et pour atténuer l'impact de l'épidémie sur l'industrie de la presse dans la région de la SADC.

- **L'exactitude est critique** du fait que d'importantes décisions personnelles et de politiques peuvent être influencées par la couverture médiatique. Les journalistes doivent toujours décliner leur identité dans le cadre d'une enquête, sauf dans le cas d'une rare histoire où l'intérêt public est immense. Les journalistes doivent veiller à n'obtenir que des informations scientifiques et statistiques exactes et tous les faits doivent être vérifiés et contre-vérifiés. Ils doivent faire appel à des sources crédibles pour interpréter l'information, vérifier les faits et simplifier les statistiques et les informations scientifiques pour qu'elles soient accessibles à de vastes audiences. Les sources doivent être le plus souvent possible divulguées. Les histoires doivent être contextuelles.
- **Les idées fausses doivent être démenties** et toute revendication de remède ou de traitement miracle doit être rapportée avec précaution. Les journalistes doivent constamment conserver et exercer leur sens critique.
- **La clarté signifie être préparé à discuter de sexe**, de pratiques culturelles, et d'autres questions sensibles ouvertement mais toujours avec respect. Il faut s'assurer que le langage, les normes et pratiques culturelles et traditionnelles ayant par exemple trait à l'héritage ou au sexe, soient compris et rapporté avec exactitude en tenant compte des droits humains.
- **L'équilibre signifie donner le poids voulu à une histoire** et couvrir tous ses aspects, incluant le médical, le social, le politique, l'économique et d'autres questions. Cela signifie aussi surligner les histoires positives quand c'est approprié, sans sous-estimer le fait que le VIH/SIDA est une crise sérieuse.
- **Les journalistes** doivent faire en sorte que tous les décideurs rendent compte de la façon dont ils ont réagi face à l'épidémie. Que ce soit le gouvernement, l'industrie pharmaceutique et les groupes de pression, les journalistes doivent s'engager auprès d'eux mais en aucun cas être les otages d'un groupe d'intérêt quelconque.
- **Les journalistes doivent s'assurer que les voix et les visages** des personnes vivant avec le VIH/SIDA ou affectées par lui, soient entendus et vus. Le visage humain de la pandémie doit être montré. Les journalistes doivent faire en sorte que les voix soient entendues dans toutes leurs diversités, incluant les hommes et les femmes, les groupes vulnérables et les marginalisés.
- **Les journalistes doivent respecter les droits des personnes vivant avec le VIH/SIDA.** Les groupes vulnérables doivent faire l'objet d'un traitement médiatique particulier. Les journalistes doivent rechercher le consentement avant de faire une intrusion dans la vie privée de quelqu'un. Ils doivent anticiper les conséquences possibles pour des individus qui acceptent de se raconter ouvertement dans leur article et s'assurer que ces derniers soient au courant des conséquences qu'ils encourent. C'est seulement quand l'intérêt public en jeu est énorme que le statut sérologique d'une personne peut être dévoilé contre son gré ou que le journaliste peut cacher son identité professionnelle.
- Les journalistes doivent être au courant et rechercher toutes les dimensions du genre dans tous les aspects de la pandémie, de la prévention au traitement et aux soins, car cela replacera leur histoire dans son contexte et y ajoutera de la profondeur, tout en ouvrant des voies de reportage inexplorées.
- Une attention particulière doit être prise lorsque les journalistes traitent avec les enfants. Ces derniers vivent les conséquences les plus extrêmes de l'épidémie et leurs droits à la vie privée doivent être davantage protégés. Ils ne doivent être identifiés qu'en cas d'intérêt public de prime importance et seulement s'ils n'encourent aucun danger et que leurs parents ou tuteurs ont donné leur autorisation. Les enfants ont le droit de participer aux décisions qui affectent leurs vies. Ils ont également le droit d'être entendus et les journalistes doivent s'assurer que leurs préoccupations particulières bénéficient d'une couverture médiatique.
- La discrimination, le préjudice et la stigmatisation sont très dangereux. Les journalistes doivent éviter de les alimenter. Une attention particulière doit être accordée pour éviter l'utilisation d'un vocabulaire ou de photos renforçant les stéréotypes.